

TRENTE HUITIEME CONGRES

Avant d'exposer les choix effectués par la Nouvelle Action royaliste selon la ligne fixée lors de notre 37ème congrès, le Comité directeur se doit de procéder, comme de coutume, à l'examen de l'évolution de la situation politique nationale et internationale depuis les douze derniers mois.

I/ LA SITUATION INTERNATIONALE

Comme dans nos précédents rapports, nous ne recenserons pas tous les événements qui ont marqué les douze derniers mois mais nous soulignerons quelques évolutions qui nous semblent particulièrement importantes.

A/ La politique internationale

L'analyse classique des dynamiques internes et des rapports de force internationaux doit s'effectuer sans jamais perdre de vue la question vitale de l'écologie, qui a pour enjeu la civilisation humaine, et les deux menaces qui impliquent, sur des plans spécifiques, une concertation mondiale entre les Etats : la montée en puissance des mafias qui organisent l'économie souterraine ; la menace de nouvelles pandémies.

Les Etats-Unis demeurent à bien des égards la première puissance mondiale mais ils sont affectés de profondes fractures internes et connaissent dans plusieurs domaines un net déclin. La crise de la démocratie américaine, annoncée par le désordre des procédures électorales lors de l'élection de George W. Bush, s'est précisée lorsqu'on a constaté qu'un président, Donald Trump, pouvait être élu avec moins de voix que son adversaire. Cette crise s'est amplifiée lors de la contestation sans précédent de l'élection de Joe Biden, qui a abouti à une tentative de coup d'État orchestrée par le vaincu. L'opposition entre les Démocrates et les Républicains sur le champ électoral manifeste de profondes divisions idéologiques et sociales entre une Amérique ultralibérale et différentialiste, qui criminalise le passé "blanc" et cette autre Amérique qui réunit les victimes de la mondialisation et tous ceux qui rejettent la culture *woke* au nom de la tradition politique américaine.

Cette crise politique et sociale est liée au système économique, qui engendre de considérables inégalités et une pauvreté que ne compense pas la protection sociale. La fragilité du capitalisme financier est masquée par l'euphorie spéculative mais l'économie des Etats-Unis est confrontée à

des difficultés structurelles, sur fond de déclin démographique de la population blanche. En témoigne la part déclinante des Etats-Unis dans la production mondiale (51% en 1965, 15% en 2020), la baisse de la production agricole, le déficit croissant du commerce extérieur et les doutes qui apparaissent quant aux capacités productives du complexe militaro-industriel. Les Etats-Unis n'en demeurent pas moins une puissance qui, à la différence de la Chine, influe considérablement sur les imaginaires et sur les modes de consommation - plus encore depuis les progrès de la numérisation. Les Etats-Unis conservent de fortes capacités d'influence grâce aux GAFAM qui sont leur bras armé, et de puissantes capacités de réaction, soulignées par les mesures de protection et de relance de l'activité économique inscrites dans l'*Inflation Reduction Act*, prises pour contrer la puissance chinoise.

La Chine se pose avec succès en principale concurrente des Etats-Unis. Pékin n'est pas un foyer idéologique visant la conversion du monde comme naguère Moscou : il n'y a pas de subversion chinoise mais une politique classique d'influence. La Chine est un empire-civilisation, qui cultive les principes confucéens : hiérarchie, méritocratie, patriotisme, mais la logique des dirigeants actuels n'est pas expansionniste - Taïwan faisant selon eux partie intégrante de la Chine.

La puissance économique chinoise est certes impressionnante - elle est classée selon les modes de calcul au premier ou au deuxième rang derrière les Etats-Unis pour son PIB nominal. La pandémie a cependant révélé les faiblesses de la Chine, qui a produit un vaccin peu efficace et maintenu un très long confinement par des moyens totalitaires, qui ont provoqué la révolte de la population malgré les risques encourus. Son économie s'en trouve d'autant plus durablement affectée qu'elle subit la concurrence de l'Inde, de la Thaïlande, du Vietnam, du Bangladesh, de la Malaisie. La Chine n'en poursuit pas moins sa politique d'expansion commerciale en Asie, en Europe, en Afrique et au Moyen-Orient tout en développant sa puissance militaire.

Faute d'avoir pris les décisions nécessaires en temps voulu, le monde souffre maintenant des premiers effets du réchauffement climatique, comme on l'a perçu l'an dernier en France et dans bien d'autres pays, du Pakistan à la Californie. Le coût de l'adaptation aux changements - sécheresse, inondations, élévation du niveau de l'océan, effet sur les cultures - va devenir prioritaire pour maintenir en vie de nombreux pays, régions et domaines d'activité et va se faire sentir au détriment des autres nécessités d'investissement, comme l'énergie, le développement, l'entretien et la réalisation d'infrastructures.

B/ Les enjeux européens

L'Europe continentale

La tentative de prise de contrôle de l'ensemble du territoire ukrainien par l'armée russe et la guerre d'attrition qui en résulte provoquent une catastrophe aux conséquences incalculables. L'extension de l'Otan et les opérations de déstabilisation de l'Ukraine menée depuis la *révolution orange* de 2004, le coup d'Etat perpétré à Kiev en 2014 et le non-respect des accords de Minsk par toutes les parties signataires ne sauraient justifier ou excuser le viol de la souveraineté d'un Etat et l'occupation d'une partie de son territoire.

L'agression russe a eu pour premier effet de dynamiser la résistance ukrainienne et de renforcer l'Otan, qui apparaît à nouveau comme une organisation salvatrice. Elle élargit la fracture qui s'était dessinée depuis l'échec du projet de partenariat entre la Russie et l'Otan et reporte de plusieurs décennies le projet de réunion de l'ensemble des Etats du continent européen formé par le général de Gaulle et trop brièvement repris par François Mitterrand. A cause de son enfermement volontaire dans l'Union européenne et de son retour dans le commandement intégré de l'Otan, la France n'a pas pu apaiser les tensions croissantes dans un jeu diplomatique où les Etats, sous couvert d'unité européenne et de solidarité atlantique, cherchaient à faire prévaloir leurs intérêts nationaux. Ainsi l'Allemagne, la Pologne, la Hongrie...

Le jeu des principaux acteurs et l'absence de médiateur crédible ont transformé la guerre russo-ukrainienne en affrontement entre la Russie et les Etats-Unis alliés à la Grande-Bretagne et aux Etats-Membres de l'Union européenne. Il est improbable que le gouvernement américain ait souhaité prendre la direction d'une guerre d'attrition, pour deux raisons majeures : pour les Etats-Unis, c'est la Chine qui est l'adversaire principal et c'est dans l'Indo-Pacifique que s'est engagée la confrontation ; en Europe, même si ce sont les soldats ukrainiens qui subissent le choc sanglant, les Etats-Unis n'ont pas les moyens industriels d'assurer l'approvisionnement de l'Ukraine en armes et en munitions.

Faute de données suffisantes pour évaluer la situation militaire et en prévoir l'issue, nous nous en tenons à quatre constats :

- Sur le plan économique et financier, les sanctions contre la Russie sont un échec : s'il est vrai que la fédération de Russie a souffert

des sanctions prises à son encontre après le 24 février 2022, elle a surmonté le choc et absorbé celui provoqué par la mobilisation partielle comme en témoigne le niveau de sa production industrielle.

- Dans la guerre des propagandes, les médias radio-télévisés imposent une vision univoque du conflit, selon le discours occidentaliste que nous avons maintes fois dénoncé. Le thème d'une "guerre civilisationnelle" contre la Russie frappe par sa vacuité intellectuelle, ce qui n'enlève rien à sa dangerosité car la guerre de civilisation exclut toute possibilité de négociation. La guerre porte aux extrêmes le rapport de force qu'il faut s'efforcer d'apaiser durablement par la définition d'un nouvel équilibre européen.
- La glorification d'un prétendu "camp occidental" masque ses tensions et ses recompositions. Pour des raisons différentes, il y a affaiblissement de la France et de l'Allemagne et l'on voit se constituer sous l'égide de la Grande-Bretagne un ensemble composé de la Finlande, de la Suède, des Etats baltes, du Danemark, de la Norvège et des Pays-Bas. Ces pays coopèrent sur le plan militaire dans le cadre de la Force expéditionnaire conjointe.
- En juin 2022, le sommet de l'Otan a écarté la référence à un "pilier européen" de la défense promu par Emmanuel Macron mais il a élargi sa vision stratégique à la zone indo-pacifique selon une conception de la défense collective globale sous la direction des Etats-Unis. En Europe de l'Ouest, l'Otan est cependant confrontée à des divergences internes entre les pays qui ont intérêt à choisir la prudence - c'est le cas de la Hongrie et de la Bulgarie - et la politique maximaliste de certains Etats - ainsi la Pologne et l'Estonie - pour des raisons historiques tout à fait compréhensibles et selon des ambitions nationales stimulées par une longue période de soumission.

L'Union européenne

Largement discréditée par le scandale des "SMSgate" qui touche sa présidente, la **Commission européenne** a semblé jouer un rôle important pendant la pandémie en concevant un plan de soutien d'un millier de milliards en juillet 2020 mais cette opération a été menée dans un cadre inchangé de *concurrence libre et non faussée* et de libre circulation des capitaux. La divergence des économies nationales n'a pas

été corrigée et l'attribution de subventions et de prêts ont été soumises à des conditions restrictives, selon les normes en usage.

Quant au **Parlement européen**, l'incarcération de sa vice-présidente et de plusieurs autres personnes ont donné une indication précise sur la corruption qui sévit à l'intérieur d'une assemblée soumise à des milliers de groupes de pression opérant pour le compte de firmes capitalistes ou de pays tiers.

Pendant la pandémie, la **Banque centrale européenne** a permis aux Etats de se financer à des conditions acceptables en achetant massivement les titres des différentes dettes publiques sur le marché obligataire secondaire. Ces décisions utiles ont fait place, lorsque de fortes tensions inflationnistes sont apparues, à une stratégie de hausse des taux d'intérêts qui vise à ralentir l'inflation en acceptant l'augmentation du chômage.

Dirigée par une technocratie opaque, la Banque centrale européenne s'est fixée trois missions : lutter contre l'inflation, soutenir l'activité économique par l'injection de monnaie, éviter une nouvelle crise de la dette. La BCE réagit selon la théorie erronée qui établit un lien entre l'inflation et la quantité de monnaie qu'il faudrait réguler et s'aligne sur les décisions de la Réserve fédérale américaine. Elle ne peut atteindre ses trois objectifs, qui sont contradictoires puisque nous constatons que la lutte contre l'inflation a des conséquences négatives sur l'activité économique et que la menace d'une nouvelle crise de la dette n'est pas écartée.

C'est sous l'égide d'organes incontrôlables et plus ou moins discrédités que les Etats-membres de l'Union européenne jouent leur propre jeu.

L'Allemagne est confrontée à la faillite de son modèle qui n'avait rien d'admirable puisque l'ordolibéralisme a engendré une pauvreté de masse, la dégradation des infrastructures du pays et le dépérissement de son appareil militaire. Dès avant la pandémie, les faiblesses de l'Allemagne étaient connues : vieillissement de la population, fragilité de la Deutsche Bank, concentration excessive de l'appareil industriel sur l'automobile au détriment des nouvelles technologies, exode massif des capitaux. Les succès de l'Allemagne tenaient au taux de change de l'euro, aux faibles salaires, aux fabrications délocalisées en Europe de l'Est et à une énergie importée de Russie à faible coût. La guerre russo-ukrainienne a révélé aux Allemands et aux admirateurs du modèle allemand le danger de la dépendance énergétique et du sous-équipement qui résulte de l'obsession de l'équilibre budgétaire. Les fortes tensions inflationnistes ajoutent au désarroi de travailleurs qui menaient, dès avant la pandémie, de puissants mouvements revendicatifs.

L'**Italie** n'a pas connu de croissance depuis son entrée dans la zone euro et elle subit comme la France une austérité qui l'appauvrit. Le pays est le deuxième marché obligataire du monde et les banques françaises sont exposées à hauteur de 400 milliards sur la dette italienne. Pour Bruxelles et Francfort, le maintien de l'Italie dans l'euro est indispensable à la survie de la zone.

La Grèce ne s'est pas remise du violent programme austéritaire imposé par la Troïka. La réduction massive des dépenses publiques et la baisse inouïe des salaires ont entraîné la paupérisation et le pillage du pays. La Grèce est l'un des pays les plus pauvres de l'Union européenne, juste devant la Roumanie et le niveau de sa dette publique est plus élevé qu'il ne l'était en 2015.

La guerre en Ukraine souligne, sous l'unité de façade, les intérêts divergents des pays membres de l'Union qui suivent leurs propres trajectoires historiques. L'Allemagne, qui avait conçu sa politique de dénucléarisation et sa politique d'immigration sans consulter ses partenaires, continue d'agir selon ses intérêts nationaux, sérieusement affectés par la perte du marché russe et du lien ferroviaire qu'elle avait établi avec la Chine. C'est ainsi qu'elle a mis au point sa propre politique de réarmement et lancé avec treize autres pays, sans se concerter avec la France, un projet de bouclier anti-aérien. Elle se place résolument dans l'Otan, en rejetant toute idée d'autonomie stratégique. Elle vise un élargissement de l'Union européenne qui élargirait son hinterland à l'ensemble des Balkans, à la Géorgie et à la Moldavie, et lui donnerait la majorité dans des institutions fédéralisées.

D'autres Etats membres de l'Union ont pris position dans le conflit selon leur mémoire historique, leurs intérêts nationaux et leurs propres objectifs. Ainsi la Pologne, qui a adopté une stratégie maximaliste, de même que la Grande-Bretagne qui joue un rôle majeur dans le conflit. Au contraire, la Hongrie et la Bulgarie, dépendantes de la Russie pour leurs approvisionnements énergétiques, ne veulent pas rompre leurs liens avec Moscou.

La France tente de jouer un rôle modérateur mais les errances diplomatiques d'Emmanuel Macron et la perte d'influence de notre pays laissent peu de chances à une médiation française.

C/ Le désordre économique mondial

Célébrée comme fin heureuse de l'Histoire, la mondialisation se caractérisait par la globalisation financière amorcée au début des années

soixante-dix, par des délocalisations industrielles visant à réimporter les produits fabriqués à l'étranger et par la création d'institutions et de règles internationales qui s'imposent aux législations nationales à partir de la création de l'OMC en 1995, sur la base du libre-échange.

Les anticipations optimistes sur la progression conjointe du marché mondialisé et de la démocratie ont reçu de cinglants démentis. La crise financière de 2007-2008 a prouvé l'extrême fragilité du capitalisme financier qui survit grâce aux énormes injections de monnaie qu'assurent les principales Banques centrales. La pandémie de Covid-19 a souligné le danger représenté par les délocalisations de produits pharmaceutiques et de matériel médical, puis la guerre russo-ukrainienne a fait ressurgir l'impératif d'indépendance énergétique. Au lieu de pousser à la mise en place d'une politique sanitaire commune, la pandémie a provoqué des réactions très différentes selon les Etats. Certains ont décidé de protéger l'ensemble de la population par voie de confinement et de mesures d'aides - ainsi en France. D'autres ont choisi de sacrifier les classes populaires pour préserver l'activité économique, comme ce fut le cas aux Etats-Unis et au Brésil. La Chine, foyer de la pandémie, a quant à elle soumis la population à un long contrôle totalitaire qu'elle a dû abandonner fin 2022 sous la pression populaire.

L'idéologie libre-échangiste de l'OMC est quant à elle battue en brèche par les tactiques protectionnistes de nombreux Etats : entre 2008 et 2018, les mesures de protection tarifaire et non tarifaire ont été multipliées par dix. Le processus de démondialisation ne cesse de se confirmer. Les Etats-Unis, qui ont vu leur poids dans l'économie mondiale baisser fortement dans la phase de mondialisation, se préoccupent du renforcement de leur économie nationale dans la perspective d'une longue confrontation avec la Chine. Seule l'Union européenne, qui ne veut pas tirer les conséquences de son recul dans l'activité économique mondiale, s'obstine dans le libre-échangisme.

Cette obstination est d'autant plus inacceptable que l'ouest européen est exposé à un processus mondial de désoccidentalisation que la guerre russo-ukrainienne est en train d'aggraver. Le basculement du centre de l'activité économique mondiale vers l'Asie expose les Etats-membres de l'Union européenne à une marginalisation durable - sans que la technostructure bruxelloise soit en mesure d'y remédier.

De surcroît, la marginalisation de l'ouest-européen risque de s'effectuer sous l'égide d'un capitalisme de plateforme transnational, mobilisant à son profit les ressources de l'économie numérique et déjà capable de faire prévaloir ses objectifs sur ceux des Etats démocratiques.

II/ LA FRANCE

La "gouvernance" oligarchique continue de gérer les affaires courantes de la nation en s'efforçant d'appliquer et d'étendre les normes néolibérales édictées par les traités européens. Elle tient de temps à autre un discours sur la souveraineté sans jamais remettre en cause un système d'aliénation qui la dispense de ses responsabilités primordiales. Elle assume clairement la défense des intérêts de l'ancienne et de la nouvelle bourgeoisie urbaine et des retraités aisés qui s'installent sur le littoral. A quelques exceptions près, les médias sont en osmose avec cette classe relativement homogène mais remarquablement mobilisée et géographiquement concentrée qui ne se sent pas concernée par la dégradation générale - qu'il s'agisse de la situation économique et sociale ou de la perte du rang de la France.

La pandémie de Covid-19 a révélé le haut niveau d'impréparation des dirigeants du pays, les désastres provoqués par l'austérité budgétaire dans la gestion irresponsable des stocks de masques et dans l'ensemble du système de santé publique, l'état de dépendance à l'égard de l'étranger en matière de médicaments et de matériel médical. C'est par le dévouement du personnel de santé et des travailleurs assurant les besoins vitaux que la société française a pu supporter la violence d'un choc inédit - tandis que l'économie nationale bénéficiait d'un soutien financier direct, au rebours des prescriptions néolibérales.

La guerre en Ukraine a révélé à l'opinion publique l'affaiblissement de notre Défense, victime depuis la fin de la Guerre froide de coupes budgétaires désastreuses pour les trois armes et du délabrement de notre industrie de défense. La loi de programmation militaire qui est en préparation ne permettra pas de renforcer et de rénover pleinement une armée qui doit tout à la fois protéger le territoire métropolitain, le domaine maritime et l'Outre-mer tout en se préparant aux nouvelles formes d'affrontement.

Les sanctions contre la Russie ont révélé les faiblesses de notre système de production d'énergie, en raison de l'abandon de la formation des spécialistes, des plans de fermeture des centrales nucléaires et du mauvais entretien de celles-ci. Les absurdités coûteuses du "marché européen de l'électricité", quant à ses structures et à la formation des

prix, a été souvent dénoncée sans que la Commission européenne parvienne à y remédier, en raison de sa perméabilité aux groupes de pression et de l'influence prépondérante de l'Allemagne.

La réélection d'Emmanuel Macron n'a apporté aucun changement dans l'exécution du programme de la classe dirigeante qui combine la gestion néo-libérale à des réformes typiquement ultralibérales de destruction de la haute administration. Après la suppression de l'ENA, celle des Grands corps - à commencer par le Corps diplomatique - annonce une généralisation de l'incompétence et du favoritisme. Elle fait suite à la dégradation constante de l'enseignement public et à l'attrait croissant pour le secteur éducatif privé, qui contribuent fortement à l'aggravation de la fracture sociale dans notre pays.

La dérive oligarchique des institutions de la Ve République et le processus de destruction de l'Etat par privatisation progressive de la fonction publique prive la société française d'un facteur primordial de structuration au moment où les Français, comme tant d'autres peuples, sont exposés à des chocs multiples et profonds: réformes sociétales, américanisation des modes de vie, communautarismes, nouvelles technologies, culture *woke*. Il en résulte un ensemble complexe de paniques identitaires, de troubles psychiques, de déclassement sociaux, de violences urbaines et de colères sociales que divers partis politiques s'efforcent d'exploiter sans jamais rien résoudre. Ainsi, le débat autour de l'immigration n'a pas évolué depuis trente ans - celui sur l'islam non plus - sans que le fait multiculturel engendre des violences spécifiques entre groupes d'appartenance - même pendant la période marquée par les attentats terroristes. Au cours des trois dernières décennies, trois facteurs ont provoqué des réactions plus ou moins violentes :

- Le libre-échange, l'austérité budgétaire et le carcan monétaire ont provoqué de très nombreuses grèves et ont pesé lourd dans le rejet du "traité constitutionnel" en 2005. Mais les nouvelles formes de travail rendent difficiles les mobilisations ouvrières.
- Les réformes successives des retraites ont engendré de puissants mouvements de refus, sous direction syndicale, sans que le processus de destruction de la protection sociale soit pour autant bloqué.
- La métropolisation, jamais débattue ni décidée en tant que telle, se traduit par une fracture géographique et sociale d'une grande netteté. Huit grandes villes assurent la moitié du PIB et rassemblent les deux tiers des cadres de notre pays et 60% de la population française vit difficilement dans la France périphérique. La relégation

d'une population appauvrie et privée d'avenir explique la violence des Gilets jaunes. La réalité du déclassement social et de la marginalisation territoriale est aggravée par l'installation des retraités aisés et de cadres sur le littoral.

Le retour des tensions inflationnistes, très fortes dans le secteur alimentaire, va durcir les mouvements protestataires.

Les révoltes sociales qui secouent le pays ne trouvent pas de débouché politique. La réélection d'Emmanuel Macron a été rendue possible par la logique qui favorise depuis vingt ans les candidats du bloc oligarchique : la peur de l'extrême droite, qui cependant s'atténue depuis que Marine Le Pen a rendu son parti compatible avec les critères euro-atlantistes. La présence à l'Assemblée nationale de deux importants groupes d'opposition permettait cependant d'espérer un réveil de la vie parlementaire. Cet espoir a été déçu pendant les premiers mois de la nouvelle législature. La Nupes n'est qu'un cartel des gauches, au sein duquel tous les partis sont en rivalité et en même temps ravagés par des tensions internes - qu'il s'agisse du Parti socialiste, des Verts ou de La France insoumise. Débordés par la tactique provocatrice décidée par Jean-Luc Mélenchon, les socialistes, les communistes et les écologistes n'ont pas réussi à s'imposer lors des vingt premiers jours du débat sur la réforme des retraites. Tout en captant l'attention des médias par sa violence verbale, La France insoumise a réussi à susciter l'hostilité de ses alliés au sein de la Nupes et des directions syndicales.

Le Rassemblement national complète sa stratégie de dédramatisation par la démonstration de sa respectabilité - confortée par les provocations extrémistes d'Eric Zemmour pendant la campagne présidentielle. Marine Le Pen semble se mettre en situation de remporter la prochaine élection présidentielle et de rallier ensuite un certain nombre de hauts fonctionnaires et de responsables politiques qui lui permettraient de renforcer le crédit du Rassemblement national quant à sa capacité à gouverner. Quels que soient ses gains électoraux, le Rassemblement national a de très bonnes chances de devenir le grand parti de la droite française, en recueillant les débris des Républicains. Il s'engagerait alors dans la voie explorée par Giorgia Meloni : celle de l'alignement sur Bruxelles, Francfort et Washington et de l'abandon de l'électorat populaire qui vote pour Marine Le Pen.

Dans cette situation désespérante, seules les organisations syndicales sont en mesure d'opposer une résistance aux projets néolibéraux, par les manifestations de masse et par les grèves.

III/ NOS CHOIX POLITIQUES

La pandémie n'a pas seulement perturbé gravement les activités de notre mouvement : elle a aggravé les dérives groupusculaires de la mouvance "souverainiste" qui a connu une brève notoriété lorsque Florian Philippot, Nicolas Dupont-Aignan et François Asselineau ont lancé leur croisade contre la vaccination. Entre Marine Le Pen et Eric Zemmour, cette mouvance ne pouvait trouver le moindre espace et sa quasi-disparition justifie les critiques que nous avons exprimées et les distances que nous avons gardées.

Après l'ultime échec de rassemblement de représentants de la droite et de la gauche patriotes dans le CNSJS, que la NAR avait désespérément tenté de maintenir en activité, les cercles d'amis proches de notre mouvement fonctionnent sur le mode des sociétés de pensée : ainsi République souveraine qu'anime Georges Kuzmanovic, Les Amis de Coralie Delaume que préside David Cayla. Nous entretenons par ailleurs de bonnes relations avec la Fondation Charles de Gaulle, le Centre d'Etudes des modes d'industrialisation, la Fondation de l'Islam de France et divers séminaires de recherche.... Sur le plan politique, nous avons noué des relations amicales avec plusieurs animateurs de la Gauche républicaine et socialiste mais nous n'avons aucune relation avec le Rassemblement national et les partis de la Nupes. Les contacts que nous avons noués avec quelques représentants des Gilets jaunes n'ont pas eu de suites.

L'absence de perspectives freine l'activité militante, qui ne trouve pas de raisons de se mobiliser en faveur d'un prince qui intervient peu dans le champ politique.

Malgré les confinements, nous avons pu maintenir un bon niveau d'activité sur les réseaux sociaux et développer notre journal. La célébration du cinquantenaire de la NAR n'a pas pu se faire sous la forme d'une réunion à laquelle nos compagnons de route auraient été conviés mais une petite équipe de jeunes a réalisé un long entretien avec Bertrand Renouvin sur l'histoire de notre mouvement. Pendant la même période, nous avons réalisé 24 vidéos courtes au cours desquelles sont tour à tour présentés les principaux concepts que nous utilisons. Avec François Gerlotto, une série scientifique est en cours de réalisation.

Les Mercredis de la NAR ont été interrompus de mars à juin 2019 et ont repris pendant le deuxième confinement sous la forme de visioconférences puis, d'octobre à mai 2022 dans nos locaux devant un

public limité. La reprise des réunions sous leur forme régulière depuis le 1er juin 2022 a été marquée par une forte baisse de la fréquentation qui s'est précisée à l'automne 2022 et pendant l'hiver 2023. Cette baisse s'explique par la publication de la vidéo de la conférence sur notre chaîne YouTube et par des changements d'habitudes engendrés par la pandémie. Sauf exception, les Mercredis de la NAR seront désormais présentés sous la forme d'enregistrements publics élargis à la visioconférence. Ces enregistrements sont réalisés par Guillaume qui assure également leur publication sur notre chaîne YouTube qui comptait au 1er mars 2 730 abonnés et qui a dépassé en fin 2022 les 100 000 heures de vues. Il est regrettable que nos adhérents négligent de participer à la diffusion de ces vidéos dont la qualité est pourtant reconnue.

L'activité sur Facebook et sur Twitter est soutenue, grâce à l'implication d'adhérents toujours trop peu nombreux. La page Facebook de la NAR compte 2 382 et le compte Twitter 540. Le site Archives royalistes enregistre une moyenne de connexions par mois. Le blog de Bertrand Renouvin permet de consulter 2 900 articles et enregistre une moyenne de 1 800 connexions par mois. Nous avons par ailleurs relancé la revue Cité en confiant la rédaction en chef à Pierre-Henri Paulet et réorganisé l'IFCCE.

Due à une équipe animée par Olivier Moulin, la confection d'une nouvelle maquette, la croissance du nombre des rédacteurs et l'augmentation de la pagination pendant la pandémie constituent un indéniable succès, concrétisé par la hausse du taux de réabonnement. Des opérations commerciales sont en cours pour augmenter le nombre toujours trop faible de nos abonnés.

La mort brutale de trois de nos camarades et amis, Patrick Hoffmann, Marc Hedelin et Jean-Jacques Boisserolle, nous a durement affectés. la direction de notre mouvement s'en trouve fragilisée.

Le programme politique forgé de congrès en congrès nous contraint à un parcours solitaire sur un terrain tout entier occupé par les formations qui peuvent participer aux consultations électorales. L'action spécifiquement royaliste est quant à elle entravée par la réserve qu'observe le chef de la Maison de France. Dans "Royaliste" et dans ses réunions, la NAR s'affirme cependant comme l'un des carrefour de la réflexion menée par les chercheurs et les militants de sensibilité gaullienne.

Dans cette situation difficile, qu'aggraver la pauvreté de moyens financiers, la Nouvelle Action royaliste va devoir une nouvelle fois

s'adapter aux nouvelles formes du débat civique, tout en se préparant à ses futurs engagements dans la vie démocratique.

Rapport adopté par le Comité directeur le 7 mars 2023